



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 11 décembre 2009 (17.12)
(OR. en)**

17377/09

LIMITE

**JURINFO 158
JUSTCIV 253
JUSTPEN 23**

NOTE

du: groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne)
au: Coreper/Conseil

Objet: Projet de conclusions du Conseil sur un identifiant européen de la jurisprudence
("European Case Law Identifier" - ECLI)

I. INTRODUCTION

1. Les discussions qui ont eu lieu au sein du groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) ont montré l'importance que revêt l'accès à la jurisprudence dans l'espace judiciaire européen. Le groupe a demandé à certains de ses membres¹ de travailler ensemble sur cette question (ces membres sont ci-après désignés par la dénomination "groupe spécial").

¹ L'Office des publications, ainsi que les membres NL, BE, FR et FI.

2. Le groupe spécial a présenté son premier rapport au groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) en décembre 2008¹. Deux réunions informelles² ont eu lieu avec des représentants du Réseau des présidents des Cours suprêmes judiciaires des États membres de l'Union européenne, de l'Association des Conseils d'État et des juridictions suprêmes administratives de l'Union européenne, du Réseau européen des conseils de la justice et de la Cour de justice des Communautés européennes, les 17 avril 2009 et 21 octobre 2009 respectivement. Les États membres ont également eu la possibilité de transmettre par écrit leurs observations³.
3. Les travaux du groupe spécial ont montré que les systèmes d'identification des décisions judiciaires, ainsi que les pratiques en matière de diffusion, étaient très variables non seulement d'un système judiciaire à l'autre, mais également d'une juridiction à l'autre.
4. Pour tenter d'y remédier, le groupe spécial a présenté son rapport final et ses recommandations⁴ au groupe "Informatique juridique" (Justice en ligne) les 19 et 20 octobre 2009 et au groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) les 3 et 4 décembre 2009.
5. Le groupe spécial a suggéré de mettre au point un système d'identification commun facultatif basé sur l'identifiant européen de la jurisprudence ("European Case Law Identifier" - ECLI). L'identifiant ECLI serait lié à un index comportant des références, ce qui permettrait à tout citoyen ou praticien de la justice de trouver toute décision à laquelle cet identifiant a été attribué à partir de tout registre ou base de données, à caractère public ou privé, de l'UE. Une méthode d'implémentation de la norme "Dublin core" devrait en outre être établie pour la jurisprudence, afin de faciliter la recherche de jurisprudence dans différents moteurs de recherche.
6. Les 3 et 4 décembre 2009, le groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) a examiné le projet de conclusions et a convenu que l'ECLI devrait être le point de départ des discussions sur la suite à donner aux travaux en matière d'accès à la jurisprudence. Le groupe a décidé de soumettre au Coreper/Conseil les conclusions qui figurent en annexe.

¹ Doc. 16490/08 + ADD.

² Doc. 9350/09 JURINFO 47 et doc. 15512/09 JURINFO 127.

³ Doc. 13783/09 JURINFO 114 + ADD.

⁴ Doc. 12907/09 JURINFO 103 REV 1.

II. CONCLUSIONS

7. Le Coreper/Conseil est invité à adopter les conclusions qui figurent en annexe.

Projet de conclusions du Conseil sur un identifiant européen de la jurisprudence ("European Case Law Identifier" - ECLI)

Le Conseil:

1. prend acte du rapport final du groupe spécial sur l'accès à la jurisprudence nationale, ainsi que de ses recommandations visant à introduire un système d'identification commun et à définir des métadonnées communes;
2. convient qu'un système d'identification commun basé sur l'identifiant européen de la jurisprudence ("European Case Law Identifier" - ECLI) normalisé devrait faire l'objet d'un examen plus approfondi et qu'une méthode d'implémentation de la norme "Dublin core" devrait être définie pour la jurisprudence;
3. note que des contacts ont été établis avec les organisations représentatives de l'ordre judiciaire au niveau de l'UE afin de discuter du rapport final, et estime qu'il convient de maintenir ces contacts, s'il y a lieu, afin de coopérer avec l'ordre judiciaire et de tenir compte de ses avis;
4. convient que l'ECLI, en tant que méthode standard visant à mettre au point un identifiant à partir d'un identifiant national neutre de telle sorte que tout citoyen puisse trouver une affaire dans tout système où elle sera enregistrée, devrait faire l'objet d'un examen approfondi. Dans le respect plein et entier des systèmes nationaux, l'ECLI pourrait constituer l'identifiant prioritaire déterminé par un système commun facultatif géré au niveau de l'UE;
5. charge le groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) d'effectuer, en étroite coordination avec le groupe "Informatique juridique" (Justice en ligne), des études préliminaires concernant ce qui suit:
 - a) le registre ECLI, ses spécifications, son développement et sa maintenance;
 - b) l'éventuelle construction et implémentation d'un système ECLI facultatif et du vocabulaire commun "Dublin core" pour la jurisprudence;
 - c) les préparatifs et le calendrier d'implémentation;
 - d) les coûts financiers induits;
 - e) le rôle du portail européen de la justice en ligne dans le système ECLI;
6. invite le groupe "Informatique juridique" (Législation en ligne) à soumettre au Conseil, d'ici la fin 2010, un rapport sur les aspects susmentionnés, ainsi que sur la faisabilité d'une implémentation de l'ECLI au niveau des juridictions nationales et sur le calendrier envisageable pour cette implémentation.